

**CONTENTIEUX**

Sur la propriété des décisions de justice : approche comparative

**ENVIRONNEMENT**

Le Conseil constitutionnel et la loi Duplomb : le choix d'une protection substantielle de l'environnement

**URBANISME**

Urbanisme et délais de prescription

**DOSSIER**

## Les frontières du contrat administratif

**DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL**

Les affaires courantes, anatomie d'une notion

**DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT INTERNATIONAL**

Cour de cassation et justiciabilité des représentants des États soupçonnés de crimes internationaux

- Le point de vue privatiste
- Le point de vue publiciste

**CHRONIQUES**

- Droit public financier

**Directeurs :**

Benoît Plessix  
*Professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas*  
 Agnès Roblot-Troizier  
*Professeure à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*  
**Rédactrice en chef adjointe :**  
 Emmanuelle Maupin

E-mail rédaction : [rfda@dalloz.fr](mailto:rfda@dalloz.fr)  
 (pour les auteurs voir encadré en 3<sup>e</sup> de couverture)

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE:  
 Lefebvre Sarrut,  
 10 Place des Vosges,  
 92400 Courbevoie -  
 542 052 451 RCS Nanterre

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
 Julien Tanguy, représentant permanent  
 de Lefebvre Sarrut

DIRECTRICE DES ÉDITIONS  
 DIRECTRICE GÉNÉRALE  
 Caroline Delesalle Sordet

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION PUBLIC,  
 HSE, ACTION SOCIALE  
 Mylène Lefebvre

ÉDITION  
 Première secrétaire de rédaction :  
 Marie-Anne Sebbar  
 Secrétaire de rédaction unique :  
 Marion Quentin

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS  
 Directrice des abonnements :  
 Alexandra Doray

Responsable relation clients :  
 Loïc Riou  
 10 place des Vosges -  
 Tour Lefebvre Dalloz - CS 90358  
 92072 Paris La Défense Cedex  
 Tél. : 01 83 10 10 10  
[src@lefebvre-dalloz.fr](mailto:src@lefebvre-dalloz.fr)

Revue bimestrielle (6 numéros par an)  
**Prix de l'abonnement 2026 TTC (1 an) :**  
 France 941,50 €  
 Étranger 962,95 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.  
 Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ  
 Société par actions simplifiée  
 au capital de 3 956 040 euros  
 Siège social :  
 10, Place des Vosges  
 Tour Lefebvre Dalloz  
 92400 Courbevoie  
 RCS Paris 572 195 550  
 Siret 572 195 550 00098  
 Code APE 5811 Z  
 TVA FR 69 572 195 550  
 Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut  
 La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.  
 CPPAP n° 1128 T 83763  
 ISSN 0763-1219

Imprimé en France par Maqprint  
 43 rue Ettore Buggatti - 87280 Limoges  
 Dépôt légal : Avril 2026  
 Origine du papier : Pologne  
 Taux de fibres recyclées : 0 %  
 Prot : 0,02 kg/t



**DOSSIER 199**

**Les frontières du contrat administratif**

**Présentation**  
*par François BRENET* ..... 199

**Propos introductifs**

**Les frontières du contrat administratif : le point de vue publiciste**  
*par Laurent RICHER* ..... 200

**Les frontières du contrat administratif : le point de vue privatiste**  
*par Hélène BOUCARD* ..... 204

**Le contrat administratif au-delà du droit interne**

**Le contrat administratif frappé d'un élément d'extranéité**  
*par Maxence CHAMBON* ..... 216

**Le franchissement de la frontière droit public - droit privé**

**Le contrat « transfuge »**  
*par François BRENET* ..... 225

**Les baux emphytéotiques**  
*par Gabriel ECKERT* ..... 231

**Le bail rural**  
*par Jean-Victor MAUBLANC* ..... 239

**Le contrat et la fonction publique. Actualité d'une antinomie**  
*par Fabrice MELLERAY* ..... 245

**Les frontières du droit de la commande publique**

**Les frontières contentieuses de la validité du contrat administratif : une logique de régulation**  
*par Olivier GUEZOU* ..... 251

**Les concessions d'aménagement : contrats de la commande publique à double visage ou contrats sui generis ?**  
*par Hélène HOEPFFNER* ..... 261

**Le contrat privé de la commande publique**  
*par Grégory KALFLÈCHE* ..... 270

**Aux confins du droit de la commande publique**

**Le contrat domanial**  
*par Christophe ROUX* ..... 279

**L'appel à projets**  
*par Eve DUBUS* ..... 289

**La vente**  
*par Laurent GIVORD* ..... 295

**RUBRIQUES 303**

**CONTENTIEUX**

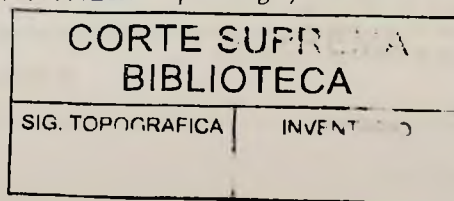
**Sur la propriété des décisions de justice : approche comparative**  
*par Camille BORDÈRE* ..... 303

**ENVIRONNEMENT**

**Le Conseil constitutionnel et la loi Duplomb : le choix d'une protection substantielle de l'environnement**  
 Note sous Conseil constitutionnel, 7 août 2025, n° 2025-891 DC  
*par Florian SAVONITTO* ..... 313

**URBANISME**

**Urbanisme et délais de prescription**  
 Conseil d'État, avis, 24 juillet 2025, n° 503768  
 • Conclusions  
*par Florian ROUSSEL* ..... 327  
 • Note : La contestation administrative des constructions illégales soumises à un nouveau délai sexennal, symbole d'un mécanisme encore en construction ?  
*par Grégory KALFLÈCHE* ..... 335



### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

#### Les affaires courantes, anatomie d'une notion

par *Yacine SEJARI* ..... 341

### DROIT ADMINISTRATIF ET FINANCES PUBLIQUES

#### Chronique de droit public financier

par *Emmanuel JOANNARD-LARDANT, Émilien QUINART et Nicolas VERGNET* ..... 379

### DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT INTERNATIONAL

#### Cour de cassation et justiciabilité des représentants des États soupçonnés de crimes internationaux

Notes sous Cour de cassation, assemblée plénière, 25 juillet 2025, n° 24-84.393 et n° 24-84.071

- Le point de vue privatiste  
par *Pascal BEAUVAIS* ..... 355
- Le point de vue publiciste  
par *Maxence CHAMBON* ..... 363

**TABLES** ..... 403



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage. Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

ÉDITIONS DALLOZ

10, Place des Vosges Tour Lefebvre Dalloz 92400 Courbevoie

Le Code de la propriété Intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété Intellectuelle.